

MAISON FAMILIALE RURALE DE NEUFCHATEL EN BRAY


Association

Siège social : 4 Avenue des Canadiens
76270 NEUFCHATEL EN BRAY

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

 **Des experts à votre service.**

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE inscrite aux tableaux de l'Ordre des régions :
Auvergne-Rhône-Alpes, Bourgogne-Franche-Comté, Bretagne, Centre-Val de
Loire, Grand-Est, Hauts-de-France, Île-de-France, Normandie, Nouvelle-
Aquitaine, Occitanie, Pays de la Loire

SOCIÉTÉ DE COMMISSARIAT AUX COMPTES
membre de la Compagnie Régionale
Ouest-Atlantique

SIÈGE SOCIAL :
Parc Technopole - Rue Albert Einstein
53810 CHANGE

ADRESSE POSTALE : Parc Technopole - Rue Albert Einstein - CS 83006 - 53063 LAVAL Cedex 9
SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE AU CAPITAL DE 8 558 970 € - RCS LAVAL 557 150 067 - N° D'IDENTIFICATION FISCALE FR 48 557 150 067 - CODE APE 6920Z

MAISON FAMILIALE RURALE DE NEUFCHATEL EN BRAY

Association

Siège social : 4 Avenue des Canadiens
76270 NEUFCHATEL EN BRAY

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2023

A l'Assemblée Générale de l'association MAISON FAMILIALE RURALE DE NEUFCHATEL EN BRAY,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association MAISON FAMILIALE RURALE DE NEUFCHATEL EN BRAY, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce, relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne les subventions d'exploitation et les mentions dans l'annexe relatives aux engagements financiers.

Les appréciations ainsi portées, s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations le concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à MONT SAINT AIGNAN, le 19 mars 2024

FITECO,

Commissaire aux Comptes



Philippe ARNOUX
Associé

MAISON FAMILIALE RURALE DE NEUFCHATEL EN BRAY

Association

Siège social : 4 Avenue des Canadiens
76270 NEUFCHATEL EN BRAY

COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31 décembre 2023

Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/23	Net au 31/12/22
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits assimilés				
Droit au bail				
Autres immob. incorporelles / Avances et acom				
Immobilisations corporelles				
Terrains	49 915	440	49 475	35 515
Constructions	967 950	842 787	125 163	199 099
Installations techniques, matériel et outillage	96 588	32 659	63 928	74 741
Autres immobilisations corporelles	269 391	190 543	78 848	95 041
Immob. en cours / Avances et acomptes	71 538		71 538	67 338
Biens reçus par legs / donations destinés à être				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				554
TIAP & autres titres immobilisés	574		574	12
Prêts				
Autres immobilisations financières	161		161	161
Total I	1 456 117	1 066 430	389 687	472 461
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	1 375		1 375	799
Créances				
Usagers et comptes rattachés	26 223	2 229	23 995	46 133
Créances reçues par leg ou donations				
Autres créances	3 930		3 930	4 744
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	312 467		312 467	272 287
Charges constatées d'avance	1 883		1 883	3 900
Total II	345 879	2 229	343 650	327 863
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Prime de remboursement des obligations (IV)				
Ecart de conversion - Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	1 801 996	1 068 658	733 337	800 324

Bilan

	Net au 31/12/23	Net au 31/12/22
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Première situation nette établie		
Fonds statutaires		
Dotations non consommables		
Autres fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires avec droit de reprise		
Autres fonds propres avec droit de reprise		
Ecart de réévaluation		
Réserves	110 055	110 055
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves	110 055	110 055
Report à nouveau	287 203	298 584
Excédent ou déficit de l'exercice	7 529	-11 380
Situation nette (sous-total)	404 788	397 258
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	39 478	55 630
Provisions réglementées		
Droit des propriétaires (commodat)		
Total I	444 265	452 888
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
Total II		
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		10 000
Total III		10 000
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts	168 211	198 575
Découverts et concours bancaires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	168 211	198 575
Emprunts et dettes financières diverses	795	638
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		6 870
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	45 609	48 181
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	55 804	48 528
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	18 653	34 643
Produits constatés d'avance		
Total IV	289 072	337 436
Ecart de conversion - Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	733 337	800 324

Compte de résultat

	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	%	du 01/01/22 au 31/12/22 12 mois	%	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
PRODUITS D'EXPLOITATION						
Cotisations	1 350	0,17	1 425	0,19	-75	-5,26
Ventes de biens et de services	312 116		283 887		28 229	9,94
Ventes de biens						
Ventes de prestations services	312 116	39,43	283 887	37,54	28 229	9,94
Produits de tiers financeurs	478 104		470 911		7 193	1,53
Concours publics et subventions d'exploitation	478 104	60,40	470 911	62,27	7 193	1,53
Vts des fondateurs ou conso. de la dot. consom						
Ressources liées à la générosité du public						
Contributions financières						
Repr. / amort., dépréc., prov. et transferts de ch	32 051	4,05	19 186	2,54	12 865	67,06
Utilisation des fonds dédiés						
Autres produits			2		-2	-100,00
Total I	823 621	104,05	775 411	102,54	48 210	6,22
CHARGES D'EXPLOITATION						
Achats de marchandises						
Variations de stock						
Autres achats et charges externes	330 142	41,71	314 042	41,53	16 100	5,13
Aides financières						
Impôts, taxes et versements assimilés	10 672	1,35	9 962	1,32	710	7,13
Salaires et traitements	292 885	37,00	283 211	37,45	9 674	3,42
Charges sociales	101 874	12,87	97 665	12,91	4 209	4,31
Dotations aux amortissements et aux dépréciati	113 521	14,34	109 043	14,42	4 478	4,11
Dotations aux provisions						
Report en fonds dédiés						
Autres charges	79	0,01	99	0,01	-21	-20,68
Total II	849 172	107,28	814 022	107,64	35 150	4,32
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-25 551	-3,23	-38 611	-5,11	13 060	-33,82
PRODUITS FINANCIERS						
De participation						
D'autres valeurs mobilières et créances de l'acti						
Autres intérêts et produits assimilés	1 917	0,24	565	0,07	1 352	239,13
Repr./provisions, dépréciations et transferts de						
Différences positives de change						
Produits nets / cessions de valeurs mob. de pla						
Total III	1 917	0,24	565	0,07	1 352	239,13
CHARGES FINANCIERES						
Dotations aux amort., aux dépréciations et provi						
Intérêts et charges assimilées	3 899	0,49	3 644	0,48	254	6,98
Différences négatives de change						
Chges nettes / cessions de valeurs mob. de pla						
Total IV	3 899	0,49	3 644	0,48	254	6,98
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	-1 981	-0,25	-3 079	-0,41	1 098	-35,65
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II)	-27 533	-3,48	-41 690	-5,51	14 157	-33,96
PRODUITS EXCEPTIONNELS						
Sur opérations de gestion	2 484	0,31	697	0,09	1 788	256,50
Sur opérations en capital			2 500	0,33	-2 500	-100,00
Reprises provisions, dép., et transferts de charg	33 887	4,28	28 483	3,77	5 404	18,97
Total V	36 372	4,59	31 680	4,19	4 692	14,81

Compte de résultat

	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	%	du 01/01/22 au 31/12/22 12 mois	%	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
CHARGES EXCEPTIONNELLES						
Sur opérations de gestion	1 310	0,17	1 370	0,18	-61	-4,42
Sur opérations en capital						
Dot. amortissements, aux dépréciations et provi						
Total VI	1 310	0,17	1 370	0,18	-61	-4,42
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	35 062	4,43	30 310	4,01	4 752	15,68
Participation des salariés aux résultats (VII)						
Impôts sur les bénéfices (VIII)						
Total des produits (I + III + V)	861 910	108,89	807 656	106,80	54 254	6,72
Total des charges ((II + IV + VI + VII + VI	854 380	107,93	819 036	108,31	35 344	4,32
EXCEDENT OU DEFICIT	7 529	0,95	-11 380	-1,50	18 910	-166,16
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NA						
Dons en nature						
Prestations en nature						
Bénévolat	1 428		742		686	92,52
TOTAL	1 428		742		686	92,52
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLO						
Secours en nature						
Mise à disposition gratuite						
Prestations en nature						
Personnel bénévole	1 428		742		686	92,52
TOTAL	1 428		742		686	92,52

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'école :

M.F. DE NEUFCHATEL EN BRAY

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023, dont le total est de 733 337 EURO et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 7 529 EURO. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 21/03/2024 par les dirigeants de l'école.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis conformément aux règlements de l'Autorité des Normes Comptables n°2018-6 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en EURO.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Aménagements des terrains : 50 ans
- * Constructions : 10 à 50 ans
- * Agencements des constructions : 10 à 20 ans
- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans



Règles et méthodes comptables

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Engagement de retraite

La convention collective de l'association prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Les engagements correspondants font l'objet d'une mention intégrale dans la présente annexe.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 3,15 %
- Taux de croissance des salaires : 3 %
- Age de départ à la retraite : 62 ans
- Taux de rotation du personnel : 0 %
- Table de taux de mortalité : (table INSEE TD 88-90)

62 ans

64 ans pour la personne entrée en 2023

Faits caractéristiques

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

Dans le cadre de la restructuration de la MFR de Bernay en février 2015, la Fédération des MFR de Haute Normandie s'est portée caution solidaire dans le cadre de l'emprunt souscrit d'un montant de 189 869 euros. Corrélativement, la MFR de Neufchatel en Bray s'est engagé à contribuer à hauteur de 5 % des annuités restant dues dans l'hypothèse où la caution serait mise en jeu au niveau de la Fédération des MFR de Haute Normandie. Au 31 décembre 2023, le montant de cet engagement s'élève à 1 290 euros.

Au 31 décembre 2020, une provision à hauteur de 25 000€ a été réalisée afin d'anticiper des travaux de peintures et de réfection des sols. Au cours des exercices 2021 et 2022, des travaux de réfection des sols ont été réalisés. Les peintures du refectoire ainsi que des chambres de l'internat ont démarrés. Une partie reste à prévoir. La décision a donc été prise de reprendre une le solde de la provision les travaux étant effectués.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles				
- Terrains	35 515	14 400		49 915
- Constructions sur sol propre	911 797			911 797
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagement des constructions	53 345	2 808		56 154
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	94 598	1 989		96 588
- Installations générales, agencements aménagement divers	32 177			32 177
- Matériel de transport	27 500			27 500
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	156 972	3 318		160 290
- Emballages récupérables et divers	45 400	4 024		49 424
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes	67 338	4 200		71 538
Immobilisations corporelles	1 424 643	30 739		1 455 382
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	554			
- Autres titres immobilisés	12			574
- Prêts et autres immobilisations financières	161			161
Immobilisations financières	727			734
ACTIF IMMOBILISE	1 425 370	30 739		1 456 117

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions		30 739		30 739
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice		30 739		30 739
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions				
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice				

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles				
- Terrains		440		440
- Constructions sur sol propre	737 345	71 356		808 701
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	28 697	5 389		34 086
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	19 858	12 801		32 659
- Installations générales, agencements aménagements divers	12 046	3 218		15 264
- Matériel de transport	12 613	5 500		18 113
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	103 825	12 226		116 051
- Emballages récupérables et divers	38 524	2 591		41 115
Immobilisations corporelles	952 909	113 521		1 066 430
ACTIF IMMOBILISE	952 909	113 521		1 066 430

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 32 198 EURO et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	161		161
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	26 223	26 223	
Autres	3 930	3 930	
Charges constatées d'avance	1 883	1 883	
Total	32 198	32 037	161
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Factures à établir	12 609
Intérêts courus à recevoir	938
Total	13 546

Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	110 055				110 055
Report à Nouveau	298 584			11 380	287 203
Excédent ou déficit de l'exercice	-11 380	11 380	7 529		7 529
Situation nette	397 258	11 380	7 529	11 380	404 788
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	55 630			16 152	39 478
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	452 888	11 380	7 529	27 533	444 265

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	10 000				
Total	10 000				
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation			10 000		
Financières					
Exceptionnelles					

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 289 072 EURO et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	168 211	31 857	89 160	47 194
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	500	1		499
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	45 609	45 609		
Dettes fiscales et sociales	55 804	55 804		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	18 948	18 948		
Produits constatés d'avance				
Total	289 072	152 219	89 160	47 693
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	30 363			
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Frs fact non parvenues	28 136
Int courus emprunts	500
Congés payés	11 068
Provision congés payés	3 920
Charges à payer	1 801
Total	45 425

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges const. d'avance	1 883		
Total	1 883		

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Subventions d'exploitation

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitation						478 104
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement						33 887
						511 991

Charges et Produits exceptionnels

Résultat exceptionnel

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Dons, libéralités	260	
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 050	
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion		1 427
Subventions d'investissement virées au résultat		33 887
TOTAL	1 310	35 314

Autres informations

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en EURO
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
Caution emprunt Fédération / Bernay	1 290
Autres engagements donnés	1 290
Total	1 290

Engagements reçus

	Montant en EURO
Plafonds des découverts autorisés	
Avals et cautions	
Autres engagements reçus	
Legs nets à réaliser	
Total	

Détail des dettes garanties par des sûretés réelles

Dans le cadre de l'emprunt de 325 000 euros, le Crédit Agricole bénéficie d'une hypothèque conventionnelle sur l'immeuble Avenue des Canadiens, étant précisé qu'il s'agit des murs de l'ancien lycée.

De surcroît, au titre de l'emprunt de 325 000 €, le Crédit Agricole bénéficie de la caution de la collectivité publique, Ville de Neufchâtel en Bray, pour un montant de 150 000 € plus intérêts, commissions, frais et accessoires.

Au titre de l'emprunt de 300 000 €, le Crédit Agricole bénéficie de la caution de la collectivité publique de la Région Normandie à hauteur de 150 000 € (plus intérêts, commissions, frais et accessoires) et d'un nantissement du DAT de 75 000 €.

Autres informations

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 6 060 EURO